

sa question, il est évident qu'il s'accorde à dire avec la présidence que cette question a une très vaste portée et qu'il faudrait normalement y répondre par une déclaration à l'appel des motions. C'est la suggestion que je fais à l'honorable député.

[Plus tard]

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain que le premier ministre se soit engagé à faire une telle déclaration.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne m'y suis pas engagé, monsieur l'Orateur, mais je discuterai de la question avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[Français]

LES EXPOSITIONS

A PROPOS DE L'EXPLOITATION DE «TERRE DES HOMMES»

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné l'offre de coopération du gouvernement du Québec en ce qui a trait au financement de «Terre des Hommes», l'honorable ministre peut-il informer la Chambre de la décision du gouvernement fédéral à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Pas maintenant, monsieur l'Orateur, mais il était question de financer l'Expo avec notre aide financière.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE TIRAGE PLUS CONSIDÉRABLE DES BILLS

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Hier, monsieur l'Orateur, le député de Palliser m'a demandé si je pouvais assurer à la Chambre qu'à l'avenir, on tirera un nombre plus considérable de bills d'intérêt public importants, afin qu'ils puissent être distribués aux citoyens intéressés. Je voudrais signaler que j'ai eu des entretiens avec les fonctionnaires autorisés de la Chambre et qu'une méthode sera adoptée qui permettra, espérons-nous, de prévoir plus exactement la demande dans certains cas et donc de tenter d'avoir un approvisionnement plus considérable de bills. Même si je suis persuadé que cette méthode ne peut pas être parfaite, pour des raisons évidentes, je suis certain qu'elle permettra d'améliorer nettement la situation signalée par le député.

[M. l'Orateur.]

LES TRANSPORTS

LE REPRÉSENTANT DE LA COMMISSION AUX AUDIENCES DU COMITÉ DANS LES MARITIMES

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Transports est semblable à celle qu'a posée hier le député de South Western Nova qui est parti à Halifax prendre part aux séances du comité des transports. La Commission canadienne des transports sera-t-elle représentée à ces audiences?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): La réponse est oui, monsieur l'Orateur. Sauf erreur, un représentant de la Commission canadienne des transports a rejoint le comité hier à Fredericton et il fera le reste de la tournée.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il faire participer à ce voyage le ministre d'État qui est prêt et qui consent à partir?

LA CAPITALE NATIONALE

LA DÉCISION D'AMÉNAGER LA RÉGION D'OTTAWA ET DE HULL

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, je me demande si je puis poser une question au très honorable premier ministre. A propos de la décision de la Conférence fédérale-provinciale d'aménager dans la région d'Ottawa et de Hull une véritable capitale nationale du Canada, le premier ministre pourrait-il nous indiquer maintenant quelles sont les études effectuées ou les mesures prises dans ce domaine si important?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je tiens à déclarer que la portée de la question du député est très vaste et qu'elle exigerait probablement une longue déclaration qui devrait être faite à l'appel des motions. Cependant, le premier ministre peut, s'il y tient, répondre brièvement à la question.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je puis être bref. Nous avons tenu des réunions la semaine dernière. En dehors de la Conférence constitutionnelle, les premiers ministres Robarts et Bertrand et moi-même, nous sommes entretenus en privé en vue d'étudier le projet du gouvernement fédéral de prolonger certains de ses ouvrages du côté de Hull. On a conclu certains accords avant la conférence et les consultations se poursuivent.